



19 septembre 2024

Mémoire présentée par Mères au front - Montréal dans le cadre de la consultation sur le plan d'urbanisme et de mobilité 2050

À propos de *Mères au front* | meresaufont.org

Avec plus de 30 groupes locaux principalement à travers le Québec, mais aussi au Canada et jusqu'en Belgique, *Mères au front* est un mouvement décentralisé qui regroupe des milliers de mères, grand-mères et allié·e·s de tous les horizons politiques, économiques, professionnels et culturels qui s'unissent pour protéger l'environnement dont dépend la santé, le bien-être et le futur de nos enfants. À travers leurs actions, elles demandent aux élu·e·s des trois paliers de gouvernement de mettre en place des mesures fortes et immédiates qui s'imposent pour répondre à l'urgence environnementale et à la dégradation des écosystèmes. Nous osons faire de l'amour, de la beauté, de l'art, et de la colère maternelle, un levier inébranlable de transformation sociale et écologique!

MAF-MTL salue la vision et l'ambition du plan d'urbanisme et de mobilité 2050

Tout d'abord, Mères au front - Montréal salue la vision et l'ambition du projet de plan d'urbanisme et de mobilité 2050 de la ville de Montréal. C'est un plan tourné vers l'avenir qui nous donne espoir et permet de rêver de milieux de vie adaptés aux défis du présent et du futur. Nous saluons le courage politique qui a été nécessaire pour son élaboration et aussi celui qu'il faudra pour le réaliser.

Les principes sur lesquels repose le plan font écho aux revendications de Mères au front et aux recommandations d'experts, soit de développer la mobilité active et le transport collectif, aménager le territoire pour la densification urbaine et le verdissement des secteurs, et élever équitablement la qualité de vie de tous.

Il est important de penser nos villes autrement dès maintenant. L'utopie est de croire qu'on peut continuer à faire comme on a toujours fait. Nous avons, collectivement, la responsabilité d'assurer des milieux de vie plus résilients, plus verts, plus justes et

mieux adaptés aux événements auxquels nos enfants devront faire face, dont la crise climatique et le déclin de la biodiversité.

Une ville d'abord et avant tout pour ses habitant-es

Avec le dépôt de cette opinion, MAF-MTL souhaite renforcer des éléments que nous jugeons essentiels pour l'avenir de nos communautés et l'amélioration de notre santé, sécurité et qualité de vie. La ville doit être conçue autour des humains qui l'habitent et renforcer le concept de vie de quartier, de communauté. Ce concept sera d'ailleurs essentiel pour faire face aux effets de la crise climatique qui se font déjà sentir et qui s'amplifient. Notre ville doit servir d'abord de lieu d'habitation et de partage de vie en communauté et non pas seulement un centre d'affaires au service de l'économie.

1. Reconnaître explicitement le besoin vital d'accès à la nature pour nos enfants

Les enfants habitant en ville ont moins accès à des espaces verts naturels. Le manque de nature a un impact direct sur leur santé physique et mentale. La nature encourage l'activité physique et a des bienfaits sur leur bien-être psychique. C'est d'ailleurs particulièrement vrai pour les enfants de quartiers défavorisés. Plusieurs arrondissements de Montréal sont trop minéralisés et n'offrent pas suffisamment de nature de proximité pour les enfants, leurs parents et les citoyen-nés. Bien que le plan mentionne explicitement que la ville concentrera ses efforts de verdissement dans les milieux où habitent les populations vulnérables, ***nous demandons à ce que le besoin vital d'accès à la nature pour la santé physique et mentale soit reconnu en donnant à chaque enfant, dans chaque arrondissement un accès sécuritaire à un espace vert à courte distance de leur lieu de résidence.*** De cette façon, les décisions prises dans l'aménagement du territoire devront obligatoirement tenir compte des espaces de nature à préserver et à développer.

De plus, en matière d'équité, ***nous demandons à ce que l'accroissement de la place de la nature et de la biodiversité urbaine pour atteindre 10% du territoire terrestre protégé soit calculé par secteur afin de s'assurer que tous bénéficient de ces espaces verts et que les secteurs ayant aussi une vocation industrielle ou industrialo-portuaire n'en soient pas exemptés.***

2. Préserver l'ensemble des espaces verts existant sur notre territoire

En lien avec le premier point, nous insistons sur l'importance des boisés, des espaces verts, des milieux humides et hydriques et des terrains vagues, essentiels non

seulement pour notre santé physique et mentale, mais aussi comme moyen d'atténuation face aux chaleurs extrêmes et aux inondations dévastatrices qui nous attendent. Il faut à la fois les préserver et en accroître le nombre. Il faut trouver un moyen de développer, entre autres, l'offre d'hébergement et l'offre commerciale sans détruire les espaces verts. Reboiser n'est jamais aussi efficace que conserver des paysages matures et les services qu'ils procurent. La forêt urbaine doit être reconnue comme un *patrimoine naturel commun**. Il devrait être obligatoire de rendre publique toute autorisation d'abattage d'arbres en propriété publique ou privée. En effet, s'il convient de protéger le patrimoine bâti par les humains, le patrimoine bâti par la nature doit l'être tout autant sinon plus étant donné ses fonctions de protection et d'engendreur de vie.

Nous saluons la décision de la ville de Montréal de protéger l'intégralité du boisé Steinberg dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve. La lutte citoyenne n'a pas été vaine. Et, fondamentalement, les citoyen-nes ne devraient jamais devoir lutter pour préserver ce qui nous maintient en vie.

Nous demandons donc la protection et conservation des boisés existants dont, entre autres, la Forêt Fairview, le parc nature Des sources (Technoparc oiseaux), et l'ensemble de la friche ferroviaire à Hochelaga.

3. Limiter les expansions routières, maritimes et aéroportuaires et réduire les nuisances déjà présentes (pollution de l'air, bruit, etc.)

Les expansions routières, maritimes et aéroportuaires entraînent nécessairement des impacts significatifs sur l'environnement et la population. Elles ajoutent invariablement à la mauvaise qualité de l'air, l'augmentation du bruit et du stress que cela génère. L'expérience nous révèle que le manque de considération pour ces impacts nuit à la confiance et l'acceptabilité sociale de ces projets. Le développement économique en 2024 ne peut plus se faire au détriment des citoyen-nes et du bien-être des générations futures. À ceux qui disent qu'on ne peut plus rien faire, nous répondons qu'en effet, on ne peut plus se permettre de faire les choses comme avant. Nous n'avons plus le temps ni les moyens de réparer les dommages après coup. Nous devons être plus intelligents collectivement et nous attaquer aux causes et aux processus qui engendrent l'appauvrissement de nos milieux de vie plutôt que de constamment gérer les conséquences et assumer les coûts de nos mauvais choix. Tout prolongement, élargissement et construction de nouvelles infrastructures routières ne fait qu'encourager l'utilisation accrue des véhicules.

Nous pensons ici à l'agrandissement de l'aérogare Montréal-Trudeau, à l'augmentation du nombre de vols et à l'étalement des heures de vol qui en découle, ayant comme conséquence la mauvaise qualité de l'air dans les quartiers environnant l'aéroport. De plus, la population de plusieurs arrondissements est touchée par la pollution sonore qui ne cesse de croître année après année. Des études ont démontré les conséquences néfastes sur le sommeil, le stress et la santé globale de ce type de pollution.

Nous insistons donc pour que, dans un premier temps, la ville limite au maximum ces expansions routières, maritimes et aéroportuaires. Dans un deuxième temps, nous demandons que l'évaluation de tout projet d'expansion soit passée au crible de leur impact sur l'environnement et sur les citoyen-nes.

4. Donner aux Montréalais-ses des options de mobilité diversifiées, efficaces, accessibles et abordables

Concevoir ou bâtir la ville autour de l'utilisation de l'automobile a causé un tort irréparable à nos conditions de vie urbaine : pollution de l'air par le smog, augmentation de l'anxiété par le bruit et le trafic, détérioration du paysage par les routes et les stationnements, perte irréversible de terres agricoles de qualité réduction de l'activité physique et augmentation des risques pour la sécurité. Sans compter la pression économique exercée sur les familles à faible revenus, souvent obligées de réserver une grande part de leur budget pour posséder une auto afin de se rendre au travail, faute de moyens alternatifs. La preuve n'est plus à faire; le bien-être des résident-es de Montréal passe inévitablement par une diminution drastique du nombre d'automobiles.

Le problème ne réside pas du côté des automobilistes; ils sont eux aussi coincés. Le problème, c'est davantage la conception de nos quartiers, privés de services de proximité et le manque flagrant d'options de mobilité diversifiées, efficaces, accessibles et abordables. Le développement de notre ville doit se faire en fonction de notre déplacement à pied, à vélo et en transport en commun. Elle doit refléter le monde dans lequel nous voulons vivre et voir grandir nos enfants.

Le PUM fait une large part à cette question vitale qu'est le transport collectif et actif; nous tenons à le souligner. ***Nous demandons que la ville de Montréal mette tout en œuvre pour réaliser son ambitieux plan. Nous serons au côté des élu-es pour les appuyer et convaincre nos concitoyen-nes que c'est la voie à suivre. Nous exercerons également des pressions auprès des gouvernements provincial et fédéral afin qu'ils fassent du transport collectif un projet pour le bien commun.***

**Concept invoqué par Daniel Desroches, environnementaliste, professeur, auteur et protecteur du boisé Nelson.*